

## **RAPPORT D'ACTIVITÉ 2021-2022**

### **Plan d'action intégré en matière d'écoresponsabilité 2019-2024**

Ce document présente les activités réalisées entre le 1<sup>er</sup> mai 2021 et le 30 avril 2022 portées par le Service du développement organisationnel volet écoresponsabilité, initiateur du Plan d'action intégré en matière d'écoresponsabilité 2019-2024, sous la gouverne du Vice-rectorat au développement humain et organisationnel.

**Louise Collignon**  
Directrice écoresponsabilité  
**Cynthia Philippe**  
Conseillère en écoresponsabilité  
**Mathilde Lanctôt**  
Contractuelle  
**Service du développement organisationnel**

27 mai 2022

## Introduction

Enrichie par les lignes directrices issues des recommandations du Comité institutionnel d'application de la Politique en matière d'écoresponsabilité (CIME), le récent plan de travail du Service du développement organisationnel (SDO) découle des grands axes du Plan d'action intégré en matière d'écoresponsabilité 2019-2024 ([PAIME](#)). Ce plan évolutif incarne la [Politique no 37](#) en matière d'écoresponsabilité, principale assise institutionnelle.

En début d'année, deux annonces instaurent un nouveau paradigme, soit celle sur les résultats de l'inventaire 2018-2019 des gaz à effet de serre et celle sur l'obtention du niveau argent de la certification STARS. Ces deux jalons majeurs du PAIME induisent une démarche continue d'amélioration de notre performance environnementale. Le plan de travail 2021-2022 du SDO tenait compte de cette perspective. À ce jour, le SDO a réalisé 50 % des actions prévues au PAIME.

## Réalisation

Les récentes réalisations du SDO s'intègrent dorénavant dans la nouvelle orientation institutionnelle UQAM responsable qui figure dans le [Plan stratégique 2021-2024 de l'Institution](#). L'axe d'intervention, transition écologique et écoresponsable, concorde avec les objectifs du PAIME et les recommandations du CIME. Il précise le champ des réalisations à déployer. Ainsi, le plan de travail répond à la fois aux préoccupations du CIME (instaurer une prise de conscience au sein de la communauté) et également à celles de la haute direction (adopter des pratiques écoresponsables et d'amélioration continue).

À ce jour, le SDO a réalisé 50 % des actions prévues au PAIME. Dans le but de responsabiliser les membres de la communauté, de faciliter la transition écologique pour atteindre la carboneutralité avant 2040, les avancements de ce plan se caractérisent, cette année, par les activités suivantes :

- Déployer un plan de communication globale : développer les connaissances par le biais de campagnes éducatives, d'activités de sensibilisation, d'une stratégie de formation auprès des parties prenantes et d'outils d'aide à la décision pour ainsi instiguer des changements de comportement.
- Déterminer les cibles intermédiaires de réduction des périmètres 1 et 2 et les moyens pour la décarbonisation d'ici 2030 (chauffage, ventilation, climatisation). Élaborer des scénarios financiers de compensation de gaz à effet de serre (GES) et émettre des recommandations à la haute direction.
- Intégrer les exigences de la certification [STARS](#) aux principaux indicateurs du tableau de bord institutionnel (mesure sur l'évolution reliée au développement social, humain et écoresponsable).
- Soutenir les projets structurants de la communauté directement avec les parties prenantes, nommément :
  - L'implantation de stations de tri mutli-matières résiduelles et des salles à température contrôlée d'entreposage de ces matières.
  - La sélection du fournisseur et les installations pour le recyclage des masques de procédure.
  - L'accroissement de services pour favoriser la mobilité durable (douches, supports à vélo).

- Le développement d'expertises pour le projet de Labo vert.
- La refonte de la Politique no 15, dorénavant la Politique d'approvisionnement responsable.
- La révision de la directive sur les dépenses de voyages et de déplacement.

### **Groupe de travail en écoresponsabilité (GTECO)**

La démarche participative instaurée au sein de ces groupes, rassemble pour la deuxième année consécutive, plus de cinquante membres. Grâce à leur savoir-faire, les groupes mènent leurs travaux selon un plan d'intervention propre à chacun. Ils partagent annuellement leurs recommandations avec le CIME. Cette année, les membres tenaient un total de 30 rencontres.

Le GTECO carboneutralité se penchent sur les calculs nécessaires afin de décarboniser l'Université et ainsi réduire progressivement la consommation d'énergies fossiles. De nouveaux membres issus du Service des immeubles et de la planification des projets immobiliers complètent ce groupe. Moteur de la réduction GES depuis 10 ans, le Plan institutionnel d'efficacité énergétique termine cette année. La refonte des systèmes de chauffage, de climatisation, de ventilation et d'éclairage du Centre sportif représente un exemple récent des efforts déployés par la Division énergie et environnement du Service des immeubles. Cette optimisation écoénergétique correspond à une diminution de [200 tonnes](#) de GES annuellement. La nouvelle mouture de ce plan sera élaborée l'an prochain. Toutefois, les membres du groupe constatent l'impossibilité d'atteindre rapidement la carboneutralité sans compenser l'empreinte de l'Université. Après évaluation, le compensateur Planétaire s'avère un choix sérieux et éthique. À l'issue des échanges entre le GTECO et les membres du CIME, ce dernier suggère d'entamer un dialogue avec la communauté universitaire au sujet des mécanismes de compensation et des scénarios de financement.

Le GTECO mieux-être, diversité, formation et abordabilité axe ses travaux sur des enjeux hétérogènes vécus par les membres de la communauté (personne étudiante, personnel enseignant, personnel cadre et de soutien, etc.). Ces enjeux, par exemple l'équité, la diversité et l'inclusion (EDI), sont également au cœur des orientations stratégiques de notre institution. Cette année, nombreuses sont les avancées concrètes :

- Tournée des facultés afin de susciter le dialogue et la mobilisation sur ces enjeux.
- Mise en œuvre d'un plan d'action pour les Premiers Peuples (2021-2026).
- Création du Bureau de l'inclusion et de la réussite étudiante.

Le mieux-être inclut également le volet santé psychologique et les réalisations suivantes :

- Bonification du programme d'aide aux employés maintenant accessible aux membres des familles des employés.
- Élaboration et déploiement du 1<sup>er</sup> protocole de postvention de notre institution.

Enfin, suite à une analyse sur le développement des connaissances et compétences, le SDO a lancé son premier programme de formation destiné aux membres du Réseau des écoambassadrices et écoambassadeurs.

En début d'année, le GTECO recherche et création finalisait la mise à jour du répertoire des chercheuses et chercheurs sur les enjeux en écoresponsabilité. Ce dernier compte dorénavant 319 chercheuses et chercheurs, une augmentation de 18,5 % sur le recensement de 2020. À l'occasion du Printemps de la recherche et de la création, ce groupe organisait un atelier sur la recherche menée de manière écoresponsable. Le but, récolter des informations sur les besoins et les préoccupations des personnels de recherche. Enfin, les membres du CIME se montrent favorables à la publication obligatoire en libre accès des travaux de recherche. Le GTECO en fera donc une priorité dans la prochaine année.

Deux nouveaux GTECO s'activent, soit celui sur la consommation et l'alimentation responsable, et celui sur la gestion des matières résiduelles et de l'eau. Ils accueillent respectivement une étudiante et un étudiant intéressés par ce champ d'étude, en plus du personnel enseignants, cadre et de soutien. Leurs travaux se concentrent sur l'atteinte des critères STARS dans une perspective d'amélioration continue et dans le respect de l'article 3 de la Politique no 37.

Par ailleurs, la refonte de la Loi sur les contrats des organismes publics contient des éléments favorisant l'achat local et les entreprises détenues par les membres des Premières Nations. Quant à la modernisation en cours de la Loi sur la collecte sélective, elle nécessite des clarifications. Par le biais du Regroupement des universités québécoises en développement durable (RUQDD), présidé par l'UQAM, un groupe de travail ad hoc acheminait les recommandations suivantes aux instances gouvernementales responsables de ces refontes :

- Inclure les entreprises d'économie sociale dans la Loi sur les contrats des organismes publics.
- Inclure les résidus de laboratoire dans la Loi sur la collecte sélective.

### **Fonds vert**

Plus d'une soixantaine de projets ont été soutenus par le [Fonds vert](#), depuis sa création en 2008. Sa mission, contribuer financièrement aux initiatives structurantes en matière d'écoresponsabilité propulsées par les membres de la communauté. En fin de mandat, le CIME a donné son aval pour permettre le dépôt de projets en continu, tout en encourageant l'élaboration d'une stratégie de financement pour des projets d'envergure. Le comité de sélection a retenu les projets suivants :

- Remplacement des couvre-chaussures à usage unique par des chaussures à usage multiple de type Crocs au Service des animaleries.
- Réaménagement de l'accueil (nouveau mobilier et accent sur le volet pédagogique) en plus de l'optimisation de la gestion des matières résiduelles du BQAM-E.

Tandis que quatre promoteurs ont été encadrés par le SDO :

- Distribution de produits écologiques d'hygiène féminine.
- Amélioration du système de tri et de récupération à l'École de design.
- Recyclage des plastiques à usage unique au Complexe des Sciences
- Activités de diffusion de la pensée environnementale et sociale et de mobilisation de la communauté étudiante.

### **Réseau des écoambassadrices et écoambassadeurs**

Une centaine de membres compose le [Réseau des écoambassadrices et des écoambassadeurs](#). Leur rôle consiste à insuffler des valeurs relatives à l'écocitoyenneté et organiser des séances de sensibilisation pour ainsi favoriser l'adoption de bonnes pratiques. Traditionnellement actifs sur les campus par leur prise en charge, le Réseau a connu un ralentissement de ses activités avec la baisse de fréquentation des campus. Les nouvelles campagnes et activités de sensibilisation, le plan de formation et la création d'outils d'aide à la prise de décision ravivent l'enthousiasme des membres du réseau. Voici un aperçu des thèmes abordés cette année :

- Transport durable
- Empreinte carbone
- Matières résiduelles
- Gestion de l'eau
- Gaz à effet de serre
- Leadership d'influence

- Sobriété numérique

Par ailleurs, le recrutement d'étudiantes et d'étudiants écoambassadeurs porte fruits, grâce à l'aval des personnes étudiantes du CIME et l'étroite collaboration entre les Services à la vie étudiante et le Service des communications.

### **Communauté montréalaise**

Engagé depuis deux ans au sein du [Partenariat Climat Montréal](#) (PCM), le rectorat a lancé une série de petit déjeuner sur l'adaptation aux changements climatiques, en collaboration avec le [CRE Montréal](#). Cette démarche vise le développement d'une compréhension commune, afin de contrer les changements à venir.

### **Comité institutionnel en matière d'écoresponsabilité**

Le CIME constitue un appui réel au SDO, car il guide ses réflexions et ses actions futures. Pour sa deuxième année de travaux, trois lignes directrices se dégagent des échanges :

- Le maintien des actions de communication et de mobilisation, afin d'accompagner la communauté dans la transition.
- L'intégration de la notion d'écocitoyenneté et d'environnement naturel dans les actions.
- L'emphase à mettre sur l'écoresponsabilisation des parties prenantes rattachées au volet curriculum et recherche.

Ces lignes directrices enrichiront le plan de travail 2022-2023 à réaliser en adéquation avec les axes du PAIME.

En conclusion, les résultats figurant dans ce rapport concordent avec la majorité des objectifs du PAIME et des recommandations du CIME fixés en début d'année. Plusieurs réalisations s'avèrent en continue et se reflèteront dans la mise à jour 2022-2023 du PAIME.